

Faculdade de Direito da USP – FDUSP
Exame de seleção para a Pós-Graduação - 2007

F R A N C È S

A prova consta de tradução de um texto e 20 questões em forma de teste de múltipla escolha. A tradução vale 60% da prova, ficando os demais 40% para os testes.

Instruções

- Só abra este caderno quando o fiscal autorizar.
- Em cada teste há 5 alternativas, sendo correta apenas uma.
- Preencha completamente o alvéolo, utilizando necessariamente caneta esferográfica (azul ou preta)



Certo Errado Errado

- Não deixe questões em branco.
- A devolução do caderno, no final da prova, é obrigatória.
- No final da prova, poderá ser levado **somente** o gabarito.
- Duração da prova: 2h30min.

A DIVULGAÇÃO DOS RESULTADOS DESTA PROVA OCORRERÁ NO DIA 22 DE SETEMBRO NO SITE DA FUVEST (www.fuvest.br). INFORMAÇÕES SOBRE A PROVA DISSERTATIVA DEVEM SER OBTIDAS JUNTO À COMISSÃO DE PÓS-GRADUAÇÃO DA FACULDADE DE DIREITO.

TRADUÇÃO

PRISONS FRANÇAISES: L'INDIGNATION

Après les révoltes de détenus du début des années 1970, diverses réformes pénitentiaires ont été mises en chantier en Europe occidentale mais aussi aux Etats-Unis et au Canada. En France, la création d'un secrétariat d'Etat à la condition pénitentiaire en 1974 témoignait de cette attention nouvelle, aussi bien que la célèbre phrase de Valéry Giscard d'Estaing « La prison ne doit être que la privation de liberté et rien d'autre ». La question carcérale est toutefois retombée dans l'angle mort du politique.

Les insuffisances des efforts accomplis pour doter le détenu d'un statut juridique conciliable avec les exigences du maintien de l'ordre ont récemment réinvesti la scène publique. La publication de rapports publics, notamment ceux du Sénat et de l'Assemblée nationale, ainsi que la parution du livre-témoignage de Véronique Vasseur (« Médecin-chef à la prison de la Santé ») ont réactivé les préoccupations plurielles suscitées par la prison. Les taux de surpopulation carcérale et l'évolution des profils de détenus sont à présent tels que la réflexion sur les conditions de la vie dans les établissements pénitentiaires, les alternatives à la détention ou le sens de l'enfermement, ne peut plus être éludée. Ces questions – Qui mettre en prison ? Qui en faire sortir ? Comment accompagner la sortie de prison ? – tardent néanmoins à trouver leur réponse, aussi bien dans l'espace que dans la loi.

Katia Weidenfeld - « Prisons françaises : l'indignation ». *Culture Droit*, nº 4, outubro-novembro 2005, Montreuil, Ed. Lexthema Presse, p. 27. Adaptado.

ATENÇÃO: A tradução não pode ultrapassar o espaço a ela destinado.

CRITÉRIOS DE CORREÇÃO DA TRADUÇÃO

- ✓ Compreensão geral do texto
- ✓ Compreensão específica de termos e estruturas
- ✓ Legibilidade do texto em português

FRANCÊS

ÉTRANGERS TRIÉS SUR LE VOLET

Pour la première fois, un texte de loi va donner une traduction concrète au concept d'immigration choisie. Cheval de bataille de Nicolas Sarkozy, cette idée figure en effet dans le projet de réforme gouvernemental du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile. Pour le gouvernement, il existe ainsi deux types d'immigration. L'une, subie, qu'il faut limiter de façon draconienne, l'autre, choisie, qu'il faut donc encourager. Bannies, les masses fuyant la misère des pays pauvres, même si elles pallient la répugnance des Français à occuper certains métiers trop pénibles ou mal payés. Bienvenus, les étrangers diplômés.

Pour les étrangers «de choix», le projet gouvernemental crée «la carte de séjour» pompeusement baptisée «capacités et talents». D'une durée de trois ans, renouvelable, elle est délivrée à l'étranger «susceptible de participer, du fait de ses capacités et de ses talents, de façon significative et durable au développement de l'économie française ou au rayonnement de la France dans le monde, ou au développement du pays dont il a la nationalité». Ces étrangers auront également le droit d'exercer «toute activité professionnelle de leur choix», et de demander «immédiatement» le regroupement familial.

Les étudiants bénéficieront également de conditions de séjour facilitées. Pour attirer la crème, le gouvernement avait créé, en Chine, un premier centre pour les études en France, chargé de sélectionner sur place les meilleurs éléments. Ce dispositif a été étendu depuis au Maghreb, au Sénégal, au Vietnam, et devrait fonctionner à terme dans douze pays. Le projet sur l'immigration de Nicolas Sarkozy prévoit que ces étudiants bénéficieront de plein droit d'une carte de séjour.

Du côté des associations, c'est le tollé. Ce «deux poids deux mesures» entre les étrangers utiles et les autres les scandalise. Comme le cynisme du gouvernement qui affiche «sans le moindre scrupule, alors qu'il condamne des étrangers, plus nombreux que jamais, à demeurer ou à devenir sans-papiers, sa volonté d'aller piller les "capacités et talents" dans le monde».

Libération, 04/01/2006.

01 A expressão – «*triés sur le volet*» - do título corresponde a

- a) presos por roubo.
- b) tirados à força.
- c) escolhidos a dedo.
- d) sorteados.
- e) repatriados.

02 Assinale a alternativa INCORRETA.

Pela lei proposta, o governo francês

- a) distingue dois tipos de imigração: a imposta e a escolhida.
- b) cria um documento que atesta as capacidades e os talentos dos imigrantes estrangeiros.
- c) adota de forma concreta o conceito de imigração escolhida.
- d) considera válidos os pedidos de imigração daqueles que fogem à miséria de seus países.
- e) considera bem-vindos os imigrantes com formação e diplomas.

03 De acordo com a lei proposta, são bem-vindos na França os imigrantes que

- a) valorizem a cultura francesa no exterior.
- b) possam contribuir com o desenvolvimento de seu país de origem.
- c) possam contribuir com o crescimento populacional francês.
- d) aceitem postos de trabalho rejeitados pelos franceses.
- e) façam parte de associações humanitárias.

04 Os profissionais estrangeiros que tiverem seu pedido de imigração aceito

- a) poderão trazer suas famílias após três meses de permanência.
- b) receberão um visto de residência com duração de três anos, sem renovação.
- c) receberão um diploma por suas capacidades e talentos.
- d) serão encorajados a aprofundar seus estudos na França.
- e) poderão exercer qualquer atividade profissional.

05 Segundo o texto, uma vez na França, os estudantes estrangeiros

- a) terão condições de estadia facilitadas.
- b) estudarão em centros de referência.
- c) receberão um visto de residência de três anos.
- d) deverão fazer parte de associações estudantis.
- e) poderão ter um contrato de trabalho.

06 De acordo com o texto, o governo francês

- a) rejeitará estudantes do norte da África, do Senegal e do Vietnã.
- b) criará centros, em doze países, para futuros estudos a serem desenvolvidos na França.
- c) suspenderá intercâmbios universitários com países africanos.
- d) expulsará estudantes que ocupem postos de trabalho franceses.
- e) autorizará a imigração da elite estudantil dos países orientais.

07 Segundo as associações, com a nova lei, o governo francês

- a) busca desenvolver talentos em outros países.
- b) age de forma severa e correta.
- c) restringe a imigração por livre escolha.
- d) demonstra vontade de capacitar novos profissionais.
- e) condena muitos estrangeiros à ilegalidade.

08 Na frase “Ce ‘deux poids deux mesures’ entre les étrangers utiles et les autres les scandalise » (ls. 34 e 35), a expressão «les autres» refere-se a

- a) étrangers.
- b) citoyens.
- c) pays.
- d) étudiants.
- e) associations.

LA LAÏCITÉ EN FRANCE : ENTRE MÉMOIRE ET HISTOIRE

Pour beaucoup de Français, la laïcité semble une évidence familiale. Il n'est guère besoin de l'étudier. Ce qui s'est passé est notoire : tant de récits ont mis en scène la querelle entre l'instituteur et le curé... En revanche, pour nombre d'habitants d'autres pays, la laïcité paraît être une passion française qui ne présente guère d'intérêt hors des frontières du petit Hexagone dont les habitants se croient volontiers universels à eux tous seuls.

Cette familiarité, cette passion constituent des écrans à une connaissance de la laïcité. L'affirmation a de quoi surprendre. Pourtant, aujourd'hui, l'écart se creuse entre le savoir historique et la mémoire de la culture commune, et la commémoration du centenaire de la séparation des Églises et de l'État (1905) le manifeste. Par exemple, peu de personnes savent que l'enjeu principal de la séparation fut l'article 4, dont l'auteur, Francis de Pressensé, emprunta la formulation à l'Ecosse et aux États-Unis. Cela montre, de plus, que l'histoire de la laïcité en France comporte des liens – de proximité et de distance – avec l'histoire d'autres pays, qu'elle n'a pas triomphé sans se poser la question de ce qui se faisait ailleurs.

Mais que faut-il entendre par « laïcité » ? Pour son premier théoricien, Ferdinand Buisson, l'adjoint de Jules Ferry, elle est le résultat du « lent travail des siècles » où les diverses institutions se sont « peu à peu distinguées, séparées les unes des autres et affranchies de la tutelle étroite de l'Eglise ». Ce processus relève pendant longtemps d'une sorte de « préhistoire » de la laïcité. Jusqu'à 1789, en effet, le clergé conserve « un droit de surveillance, de contrôle et de veto » sur les différents pouvoirs et sur « l'ensemble de la vie publique et privée ». La Révolution française constitue donc le point de départ de l'histoire de la laïcité en France. Avec elle, apparaît « l'idée de l'Etat laïque, neutre entre tous les cultes, indépendant de tous les clergés, dégagé de toute conception théologique ». Cela permet « l'égalité de tous les Français devant la loi, la liberté de tous les cultes, la constitution de l'état civil et du mariage civil et en général l'exercice de tous les droits civils, désormais assurés en dehors de toute conviction religieuse ».

Si la réalisation de la laïcité suppose donc un processus de laïcisation, son objectif est bien l'obtention par tous des mêmes droits fondamentaux, indépendamment de toute appartenance religieuse. La laïcisation ne va pas son conflit, l'objectif doit permettre un vivre-ensemble pacifié. C'est ce paradoxe dont nous allons tenter de rendre compte en retracant l'histoire de la laïcité en France de 1789 au début du XXI^e siècle.

Jean Baubérot. **Histoire de la laïcité en France**. Paris, Presses Universitaires de France, 2000, pp. 3-4,
Adaptado.

09 Assinale a alternativa INCORRETA.

Segundo o texto, a laicidade francesa

- a) possui elos com a história de outros países.
- b) é vista como uma paixão francesa.
- c) extrapola as fronteiras do país.
- d) é o resultado de um lento processo.
- e) é evidente para os franceses.

10 Segundo o texto, o ponto de partida da história da laicidade francesa foi

- a) a disputa entre professores e padres no passado.
- b) o acordo firmado entre França e Escócia.
- c) a separação das igrejas e do Estado (1905).
- d) a Revolução Francesa (1789).
- e) o empenho de Jules Ferry e Ferdinand Buisson.

11 Segundo o texto,

- a) o saber histórico e a memória cultural da laicidade caminham hoje lado a lado.
- b) a familiaridade e a paixão pela laicidade ajudam a compreendê-la.
- c) a laicidade francesa evita o aparecimento de conflitos sociais.
- d) a laicidade francesa triunfa sobre os sistemas de outros países.
- e) a laicidade francesa revela influência dos modelos escoceses e americanos.

12 De acordo com o texto,

- a) até a Revolução Francesa, o estado tinha poder de controle e de veto sobre setores da Igreja.
- b) com a Revolução Francesa, surge um estado leigo e legislador dos cultos religiosos.
- c) a laicidade francesa permitiu a constituição do estado e do casamento civil.
- d) a laicidade francesa trouxe a igualdade dos cultos religiosos perante a lei.
- e) a laicidade francesa regulamentou a atuação da Igreja junto ao estado francês.

13 O paradoxo mencionado no texto refere-se

- a) ao fato de os cidadãos terem os mesmos direitos, mas pertencerem a religiões diferentes.
- b) ao processo de constituição da laicidade em oposição a sua prática atual.
- c) aos conflitos gerados entre a igreja e o estado.
- d) à noção de laicidade em 1789 e no começo do século XXI.
- e) às regras da laicidade em oposição à harmonia da sociedade.

14 A frase « *Il n'est guère besoin de l'étudier* » (I.2) equivale a

- a) Il ne faut pas l'étudier.
- b) Il n'est pas possible de l'étudier.
- c) On ne doit plus l'étudier.
- d) Il n'est presque pas nécessaire de l'étudier.
- e) On ne peut pas l'étudier.

15 Na frase « En revanche, pour nombre d'habitants d'autres pays, la laïcité paraît être une passion française... » (I.5), a expressão « **En revanche** » pode ser substituída por

- a) par contre.
- b) par ailleurs.
- c) nonobstant.
- d) en amont.
- e) en outre.

LES PARADOXES DU DROIT DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE DANS LE DOMAINE DES ACTIVITÉS SPORTIVES

Les activités sportives nourrissent depuis longtemps un contentieux abondant en matière de responsabilité civile. Pour permettre au jeu de «vivre», la jurisprudence a même élaboré des règles spécifiques à ces activités, 5 notamment en limitant la responsabilité des sportifs pendant les compétitions. Pourtant, les activités sportives sont aujourd’hui souvent à l’origine de l’évolution des règles générales applicables en matière de responsabilité, en particulier du fait d’autrui, ainsi qu’en 10 témoignent par exemple la responsabilité des parents du fait de leurs enfants mineurs ou encore celle fondée sur l’article 1384, alinéa 1^{er}, du Code Civil. Le droit commun de la responsabilité civile n’est donc pas totalement écarté des activités sportives; mais il peut en revanche 15 entrer en télescopage avec les règles traditionnelles qui y sont applicables ou avec ce que la raison la plus élémentaire semble commander. Il en résulte des paradoxes que cet article a pour objet de dénoncer.

Jean Mouly, « Les paradoxes du droit de la responsabilité civile dans le domaine des activités sportives », *La Semaine Juridique*, n° 18-19, 04/04/05, Paris, Ed. LexisNexis, p. 833. Adaptado.

16 Segundo o texto, as atividades esportivas

- a) não envolvem litígios de responsabilidade civil.
- b) possuem regras específicas definidas por jurisprudência.
- c) não respeitam as regras gerais de responsabilidade civil.
- d) são controladas pelo parágrafo 1º do artigo 1384 do Código Civil.
- e) são controladas por regras da tradição popular.

17 Assinale a alternativa INCORRETA.

A regra de responsabilidade dos pais pelos atos de filhos menores

- a) é um exemplo de responsabilidade civil no campo esportivo.
- b) é estipulada pela jurisprudência do campo esportivo.
- c) resulta da evolução sofrida pelo direito de responsabilidade civil.
- d) ilustra um dos paradoxos do direito de responsabilidade civil.
- e) opõe-se à responsabilidade dos atletas durante as competições.

18 Na frase « ...il peut en revanche entrer en télescopage avec les règles traditionnelles qui y sont applicables. » (ls. 14, 15), a expressão « entrer en télescopage avec les règles traditionnelles » equivale a

- a) déformer les règles traditionnelles.
- b) élargir les règles traditionnelles.
- c) corroborer les règles traditionnelles.
- d) annuler les règles traditionnelles.
- e) se heurter aux règles traditionnelles.

19 Nas frases

«...mais il peut en revanche entrer en télescopage avec les règles traditionnelles qui y sont applicables ». (ls. 15,16)

« Il en résulte des paradoxes que ce bref article a pour objet de dénoncer ». (ls. 17,18)
os pronomes « y » e « en » referem-se, respectivamente, a

- a) règles traditionnelles – raison.
- b) activités sportives – télescopage.
- c) télescopage – règles traditionnelles.
- d) Code Civil – responsabilidade civil.
- e) activités sportives – règles traditionnelles.

20 Na frase

«...Pourtant, les activités sportives sont aujourd’hui souvent à l’origine de l’évolution des règles générales applicables en matière de responsabilité, en particulier du fait d’autrui ». (ls. 6-9)

o termo **pourtant** indica

- a) consequência.
- b) concessão.
- c) condição.
- d) oposição.
- e) alternância.